

**CONVENTION D'ADHESION  
AU SERVICE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE  
POUR UNE COLLECTIVITE AFFILIEE AU CENTRE DE GESTION**

ENTRE :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Marne, ci-après désigné le Centre de Gestion, représenté par son Président, Monsieur Jean-Marie WATREMETZ, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du **13 Décembre 2011**,

ET :

....., ci-après désignée l'adhérent, représentée par son Maire,  
..... dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du  
.....

**Il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 - OBJET**

Conformément à l'article 119-III de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, et aux articles L 417-26 à L 417-28 du Code des Communes, le Centre de Gestion met à disposition de l'adhérent son service de médecine professionnelle et préventive dont les missions et le fonctionnement sont définis par le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale.

**ARTICLE 2 - MODIFICATION LEGISLATIVE**

Toute modification législative ou réglementaire des dispositions générales visées à l'article n°1 sera tacitement incluse dans la présente convention.

**ARTICLE 3 - DATE D'EFFET**

L'adhésion au service médecine professionnelle et préventive géré par le Centre de Gestion est effective à compter du .....

## ARTICLE 4 - MISSIONS DU SERVICE MEDICAL

Le service médical du Centre de Gestion assure les missions suivantes :

### A. La surveillance médicale des agents

- ☞ Examen médical périodique obligatoire,
- ☞ Examen médical dans le cadre de la surveillance particulière :
  - des travailleurs handicapés,
  - des femmes enceintes,
  - des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée,
  - des agents occupant des postes comportant des risques spéciaux,
  - des agents souffrant de pathologies particulières.

Ces visites ont un caractère obligatoire, leur fréquence est déterminée par le médecin.

- ☞ Les visites supplémentaires à la demande de l'agent ou du médecin.

### B. Les vaccinations professionnelles

Le coût d'achat des vaccins est à la charge des collectivités territoriales.

### C. Le médecin peut recommander des examens complémentaires.

- D. Le médecin de médecine professionnelle et préventive ne peut être chargé des visites d'aptitude physique obligatoires lors de l'entrée dans la fonction publique territoriale, et prévues par l'article 10 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

### E. Actions sur le milieu professionnel

- ☞ Le médecin conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne :
  - l'amélioration des conditions de travail dans les services,
  - l'hygiène générale des locaux de service,
  - l'adaptation des postes : techniques, rythmes de travail, adaptation à la physiologie humaine,
  - la protection des agents contre l'ensemble des facteurs responsables de maladies professionnelles ou à caractère professionnel,
  - l'hygiène des restaurants administratifs,
  - l'information sanitaire.

☞ Le médecin établit, en liaison avec le Conseiller en prévention et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (ou le Comité Technique), une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et l'effectif des agents exposés.

Les fiches sont présentées annuellement au CHSCT en même temps que le rapport annuel du médecin de prévention.

☞ Le médecin doit consacrer à sa mission en milieu professionnel au moins le tiers du temps dont il dispose.

☞ Le service médical établit annuellement un rapport d'activité qui est transmis à l'autorité territoriale et à l'organisme compétent en hygiène et sécurité.

A. Comité Technique (CT) et Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)

S'il n'existe pas de CHSCT, le médecin de prévention peut assister aux séances du CT avec une voix consultative.

Le médecin assiste de plein droit aux séances du CHSCT avec voix consultative.

B. Interventions dans le cadre de la médecine statutaire (Comité Médical)

☞ Le médecin de prévention peut instruire un dossier qu'il présentera au Comité Médical.

☞ Le médecin de prévention doit instruire un dossier pour le comité médical dans les cas de mise en congé d'office.

## ARTICLE 5 – COUT DE LA VISITE ANNUELLE

Le coût de la visite annuelle dans les conditions décrites à la présente convention est de : **52.00 €**

### AGENTS DE DROIT PRIVE DES COLLECTIVITES AFFILIEES

Certaines collectivités affiliées emploient un ou plusieurs agents de droit privé. Ces collectivités ne cotisent pas auprès du Centre de Gestion pour lesdits agents.

Les visites et prestations du Service de Médecine seront donc facturées pour ces agents au tarif suivant :

- Visite normale :
  - o Contrat aidé : **52,00 €**
  - o Autres contrats de droit privé : **67,00 €**

## ARTICLE 6 – MODALITES D'ORGANISATION DES VISITES

Afin d'améliorer la gestion du planning, chaque collectivité est invitée à fournir au Centre de Gestion la liste des agents qu'elle souhaite faire bénéficier des services de la médecine préventive.

Cette liste distinguera les agents de droit public (titulaires et contractuels) et les agents de droit privé. Il reviendra à la collectivité de transmettre la liste actualisée à chaque changement et au moins une fois par an.

☞ Le Centre de Gestion établit des convocations individuelles pour chaque agent. Elles sont transmises à l'autorité territoriale, qui se charge de prévenir l'agent de la visite.

☞ A l'issue de la visite médicale, une attestation de visite est remise à l'agent. Un exemplaire est également adressé à l'autorité territoriale, et une copie est conservée dans le dossier médical.

☞ Toute modification des plannings des visites doit être signalée au service médical au **MOINS 5 jours** avant la date de visite.

Toute absence non excusée sera facturée **52.00 €**.

## ARTICLE 7 - CAS DES AGENTS AYANT PLUSIEURS EMPLOYEURS

Le prix des prestations prévu est divisé par le nombre des collectivités adhérentes employant le même agent.

## ARTICLE 8 - TIERS TEMPS

Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale **impose que le médecin consacre un tiers du temps dont il dispose à sa mission en milieu de travail** (Article 19.1 du Décret de 1985 et article 4-E de la présente convention).

Sauf circonstances exceptionnelles (cas d'urgence démontrée) ces interventions devront faire l'objet d'une demande écrite préalable adressée au Directeur du Centre de Gestion au moins 8 jours avant l'intervention demandée.

Sauf circonstances particulières justifiées, ces interventions seront programmées le jeudi matin.

Dans le cadre de cette activité, le médecin peut :

- Visiter les locaux professionnels et donner des conseils en terme d'hygiène professionnelle des locaux, de protection contre les risques et d'amélioration des conditions de travail ;
- Proposer des aménagements de postes ;
- Etre associé aux actions de formation en matière d'hygiène, de sécurité et de secourisme ;
- Etre informé : des projets de construction et d'aménagement des lieux de travail, des modifications d'équipement et de technologies, de l'utilisation de produits dangereux ;
- Assister aux séances du Comité Technique Paritaire (ou du Comité d'Hygiène et de Sécurité) pour tous les dossiers relevant de son domaine de compétence.

**Le tarif est fixé à 104.00 € de l'heure.**

La durée facturée comprendra le temps décompté de l'arrivée du médecin dans la collectivité jusqu'à son départ, **majoré de 1h pour la rédaction du rapport de visite ou de la fiche de risques prévue au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 4.E, ainsi que les frais de déplacement remboursés au médecin.**

Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas d'une prestation facultative, mais d'une obligation, et que ce tiers temps pourra donc être effectué à la demande de l'autorité territoriale **mais aussi sur proposition du médecin de prévention.**

**Dans cette dernière hypothèse, en cas de refus, obligatoirement exprimé par écrit, l'autorité territoriale concernée en assumerait seule la responsabilité.**

## ARTICLE 9 - SURVEILLANCE PARTICULIERE

Aux termes de l'article 21 du décret de 1985, et conformément à l'article 4-A 2<sup>ème</sup> alinéa de la présente convention, le médecin de prévention exerce une surveillance médicale particulière à l'égard :

- des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- des femmes enceintes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin définit la fréquence et la nature des visites médicales que comporte cette surveillance médicale. Ces visites présentent un caractère obligatoire.

**Elles sont facturées 78,00 € la visite.**

Pour les agents de droit privé, elles sont facturées dans les conditions suivantes :

- Contrat aidé : **78,00 €**
- Autres contrats de droit privé : **100,50 €**

## **ARTICLE 10 – REVISION DES TARIFS**

L'ensemble des tarifs est révisable chaque année, au 1er janvier, par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion.

L'application des nouveaux tarifs interviendra à la même date.

## **ARTICLE 11 – VALIDITE DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention est établie pour trois ans et est reconductible tacitement sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties sur intervention de son organe délibérant, trois mois avant la date figurant à l'article 3.

Fait à Chaumont,  
Le

Le Président,

Le Président du Centre de Gestion,

**Jean-Marie WATREMETZ**